

L'évolution des investissements directs en 2004

Décembre 2005

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Les présents rapports sont publiés en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, sous www.snb.ch, Publications.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source

Imprimé en

décembre 2005

ISSN 1661-156X (Version en ligne)

Table des matières

4	L'évolution des investissements directs en 2004
5	Résumé
6	Les investissements directs suisses à l'étranger
9	Les investissements directs étrangers en Suisse
11	Encadré Les investissements directs suisses en République populaire de Chine et en Inde
13	Commentaires
15	Fondements juridiques
16	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
17	Tableaux
37	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

L'évolution des investissements directs en 2004

Résumé

Le nombre des entreprises appelées à fournir des données a été porté de 850 à 1100 en chiffres ronds. Cette extension a eu des répercussions plus ou moins fortes sur les diverses parties de la statistique. Dans le domaine des investissements directs suisses à l'étranger, elle a engendré une augmentation de 3% des revenus de capitaux et une expansion de 11% des exportations de capitaux. En outre, les stocks d'investissements directs et l'effectif du personnel ont tous deux progressé de 4% du fait de cet élargissement.

L'extension du cercle des entreprises fournissant des données a eu davantage d'effets sur les investissements directs étrangers en Suisse. Elle a entraîné un accroissement de 11% des revenus de capitaux et de 15% tant des stocks d'investissements directs en Suisse que du personnel dans les implantations étrangères en Suisse. Ses effets ont été particulièrement sensibles sur les résultats des sociétés financières et holdings en mains étrangères. Les répercussions de cette extension sont résumées dans les tableaux 1 et 2 du commentaire. Dans le texte ci-après, les données reposant sur l'ancien cercle des entreprises déclarantes sont elles aussi indiquées si elles s'écartent sensiblement de celles qui sont tirées du nouveau cercle.

Les exportations suisses de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont atteint 33 milliards de francs en 2004 (30 milliards selon l'ancien cercle). Les entreprises ont investi surtout dans les pays de l'UE (UE à 25), en Amérique du Nord et en Asie. A fin 2004, les stocks d'investissements directs à l'étranger atteignaient 449 milliards de francs (431 milliards selon l'ancien cercle), et l'effectif du personnel dans les implantations à l'étranger s'élevait à 1 869 000 unités (1 798 000).

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont porté sur 50 milliards de francs (48 milliards selon l'ancien cercle), grâce aux bons résultats dégagés par les implantations à l'étranger. Un chapitre spécial est consacré aux investissements directs suisses en Chine et en Inde.

En 2004, les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 1 milliard de francs (-5 milliards selon l'ancien cercle). Les remboursements de capitaux opérés par les sociétés financières et holdings ont contribué dans une forte mesure au bas niveau des importations de capitaux. Les implantations étrangères en Suisse représentaient des stocks d'investissements directs portant sur 222 milliards de francs (193 milliards selon l'ancien cercle) à fin 2004 et ont dégagé 19 milliards (17 milliards) de revenus en 2004. L'effectif de leur personnel en Suisse était de 167 000 (145 000 selon l'ancien cercle) à fin 2004.

Les investissements directs suisses à l'étranger

Exportations de capitaux

Les exportations suisses de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 33 milliards de francs en 2004 (30 milliards selon l'ancien cercle d'entreprises déclarantes). L'extension du cercle des entreprises déclarantes n'a eu de sensibles répercussions ni sur l'évolution des investissements directs dans leur ensemble ni sur la répartition par branches et par pays. Aussi les comparaisons sont-elles faites avec les données concernant l'année 2003.

Dans le domaine des investissements directs, les flux de capitaux découlent non seulement des acquisitions et des crédits au sein de groupes, mais aussi des bénéfices maintenus à l'étranger. Il s'agit des bénéfices réinvestis. Plus des deux tiers des exportations suisses de capitaux en 2004 étaient constituées de bénéfices réinvestis.

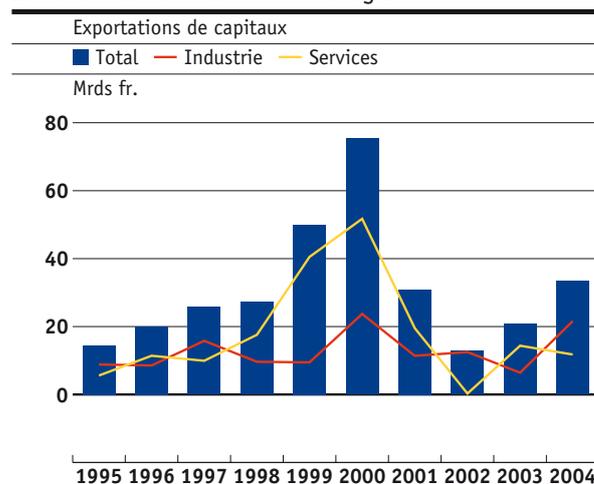
Les flux de capitaux de l'industrie ont progressé, passant de 16 milliards en 2003 à près de 22 milliards de francs l'année suivante. De toutes les branches, la chimie est celle qui a le plus investi à l'étranger (12 milliards de francs). Elle a procédé surtout à des acquisitions. D'importantes exportations de capitaux ont été opérées également par le groupe «Autres industries» (7 milliards de francs provenant principalement de l'alimentation et de la construction) et par la branche «Métallurgie et machines» (2 milliards).

Les entreprises des services ont quant à elles investi 12 milliards de francs à l'étranger, soit un montant inférieur de 2 milliards à celui de 2003. Les sociétés financières et holdings ont exporté des capitaux pour 3 milliards de francs, tout comme les banques. D'une année à l'autre, ces deux branches ont réduit de moitié leurs flux de capitaux vers l'étranger. En revanche, les flux des compagnies d'assurances ont augmenté de 3 milliards pour s'établir à 4 milliards de francs.

Les entreprises suisses ont investi 16 milliards de francs dans les pays de l'UE (UE à 25), soit plus du double du montant observé l'année précédente. Dans cette zone, elles ont mis l'accent principalement sur le Royaume-Uni (5 milliards), les Pays-Bas (4 milliards) et la France (3 milliards); les fonds provenaient en majeure partie d'entreprises du secteur des services. Par contre, des participations détenues en Norvège ont été vendues, ce qui a engendré un rapatriement de capitaux de 2 milliards de francs.

Les flux vers les Etats-Unis et le Canada ont porté sur respectivement 6 milliards et 3 milliards de francs. La chimie a été, et de loin, la principale branche à investir dans ces deux pays. En Asie, les entreprises suisses ont privilégié Singapour (4 milliards de francs) et le Japon (1 milliard).

Graphique 1
Investissements directs à l'étranger



Stocks d'investissements directs

Les stocks d'investissements directs à l'étranger atteignaient 449 milliards de francs à fin 2004. En un an, ils se sont accrus de 30 milliards de francs. Une part de 18 milliards s'explique par l'extension du cercle des entreprises ayant fourni des données. Cette part provient en majorité d'entreprises appartenant à la catégorie des sociétés financières et holdings.

Les stocks d'investissements directs à l'étranger du secteur des services s'élevaient à 289 milliards de francs, dont 121 milliards étaient détenus par les sociétés financières et holdings (109 milliards selon l'ancien cercle), 87 milliards par les compagnies d'assurances et 55 milliards par les banques. Les entreprises de l'industrie avaient des stocks d'investissements directs pour 159 milliards de francs.

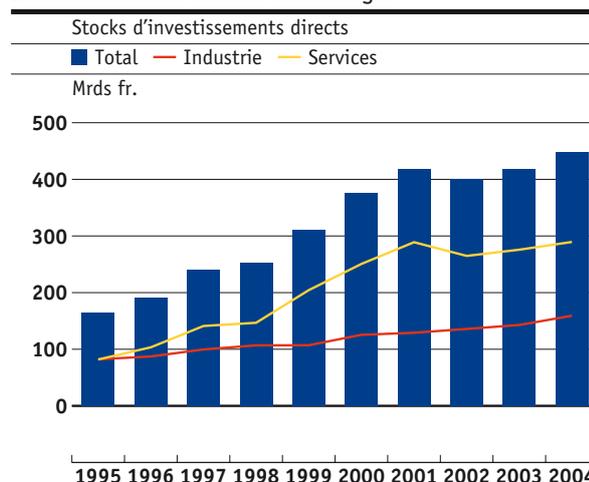
Du total des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, 198 milliards de francs, soit près de la moitié, étaient détenus dans les pays de l'UE (UE à 25). Une part de 8 milliards de francs revenait aux dix nouveaux pays membres. Le Royaume-Uni, qui avait une part de 47 milliards de francs, était le pays européen comptant le plus d'investissements directs suisses.

Les entreprises suisses avaient investi 86 milliards de francs tant en Amérique du Nord qu'en Amérique centrale et du Sud. La part élevée de l'Amérique centrale et du Sud est due, à hauteur de 67 milliards de francs, aux centres financiers offshore qu'abrite cette région. Depuis 2000, les stocks d'investissements directs suisses dans ces pays ont plus que doublé. Les centres financiers offshore sont utilisés également comme plaques tournantes pour des investissements effectués finalement ailleurs. En Asie, les stocks d'investissements directs suisses s'établissaient à 35 milliards de francs.

Revenus de capitaux

Grâce à l'évolution favorable de leurs affaires, les implantations des entreprises suisses à l'étranger ont dégagé des revenus atteignant 50 milliards de francs (48 milliards selon l'ancien cercle), contre 44 milliards en 2003. Ce montant représente 11% des stocks d'investissements directs à l'étranger (10% en 2003). Il ne s'agit pas à proprement parler d'un rendement, étant donné que les stocks d'investissements directs sont évalués à leur valeur comptable et non à leur valeur de marché. Du total des revenus, une part de 29 milliards de francs a été transférée en Suisse, et le solde, soit 22 milliards, a été réinvesti à l'étranger. La palme revient aux sociétés financières et holdings, qui ont enregistré des revenus totalisant 15 milliards de francs. La chimie figure au deuxième rang, avec 10 milliards de francs. L'année précédente, ces deux branches occupaient déjà les places d'honneur.

Graphique 2
Investissements directs à l'étranger

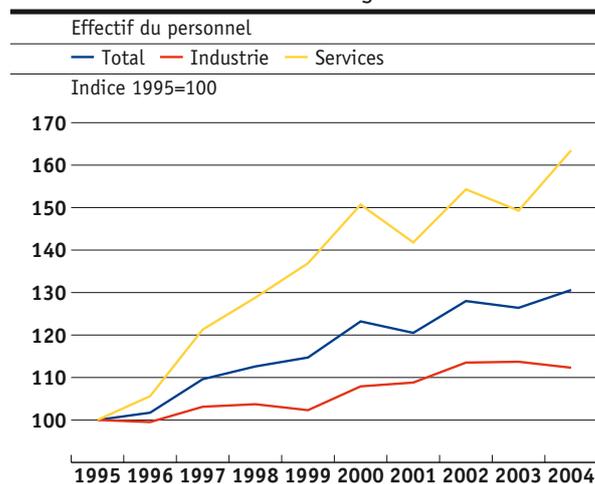


Effectif du personnel

Dans leurs implantations à l'étranger, les entreprises suisses occupaient 1 869 000 personnes. En un an, l'effectif du personnel a augmenté de 61 000 unités. Cette progression s'explique toutefois par l'extension du nombre des entreprises appelées à fournir des données. En effet, le personnel a diminué légèrement dans les entreprises qui avaient déjà participé à l'enquête portant sur l'année 2003. 55% de l'effectif du personnel travaillaient dans des entreprises de l'industrie, et 45%, dans celles des services. Les entreprises suisses employaient 851 000 personnes dans les pays de l'UE (UE à 25), dont 10% dans les dix nouveaux pays membres. Au sein de l'UE, l'Allemagne était le pays où l'effectif était le plus élevé (215 000 personnes à fin 2004). Depuis 2000, les entreprises suisses ont cependant réduit de 15% leur personnel en Allemagne. Hors d'Europe, c'est aux Etats-Unis que les entreprises suisses occupaient le plus d'employés (298 000). L'effectif du personnel était de 296 000 en Asie et de 197 000 en Amérique centrale et du Sud. Le Brésil (92 000) était en tête des pays d'Amérique centrale et du Sud, tandis que la Chine (69 000) occupait cette place en Asie.

Graphique 3

Investissements directs à l'étranger



Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1

		2003	2004	Variation en % d'une année à l'autre
Exportations de capitaux	en milliards de francs	20,8	33,4	60,5
	dont selon l'ancien cercle	20,8	29,7	43,1
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	418,6	448,6	7,2
	dont selon l'ancien cercle	418,6	430,7	2,9
Revenus de capitaux	en milliards de francs	43,6	49,6	13,9
	dont selon l'ancien cercle	43,6	48,3	10,8
Effectif du personnel	en milliers	1 808,9	1 869,3	3,3
	dont selon l'ancien cercle	1 808,9	1 798,1	-0,6
Nombre d'entreprises ayant fourni des données		528	666	26,1

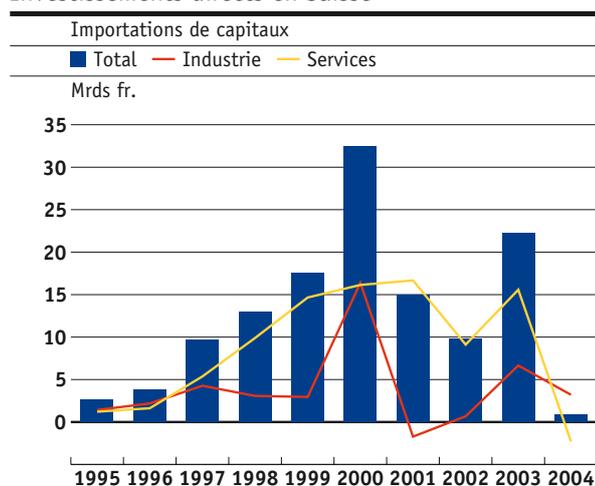
Les investissements directs étrangers en Suisse

Importations de capitaux

Après avoir atteint 22 milliards en 2003, les importations de capitaux en vue d'investissements directs en Suisse ont porté sur 1 milliard de francs, soit un montant très faible. Si l'on tient compte uniquement des entreprises appartenant à l'ancien cercle, on observe même des retraits de fonds (exportations de capitaux) s'élevant à 5 milliards de francs. Cette évolution est due essentiellement à des diminutions de capital et à des remboursements de crédits opérés par les sociétés financières et holdings. Pour la première fois depuis 1995, le capital social des sociétés financières et holdings a été réduit.

Les entreprises des pays de l'UE (UE à 25), qui avaient beaucoup investi en Suisse durant les années précédentes, ont rapatrié des fonds pour un montant de 4 milliards de francs (7 milliards selon l'ancien cercle). Les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont eux aussi rapatrié des capitaux. En revanche, les entreprises établies aux Etats-Unis ont investi 7 milliards de francs en Suisse (4 milliards selon l'ancien cercle). Elles ont renforcé leurs intérêts dans la chimie, les holdings et les entreprises du commerce.

Graphique 4
Investissements directs en Suisse



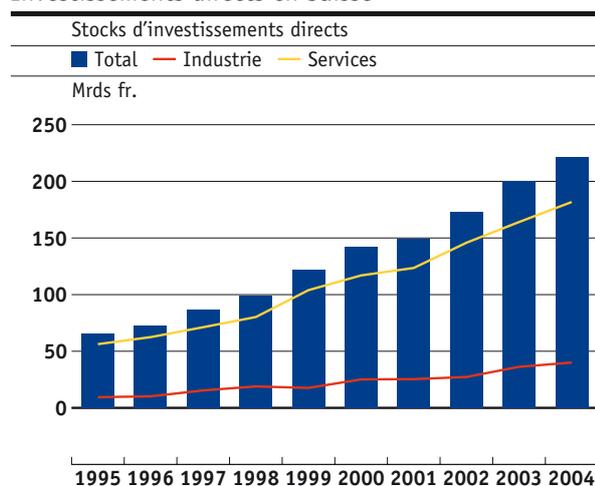
Stocks d'investissements directs

Les entreprises étrangères détenaient en Suisse des stocks d'investissements directs atteignant 222 milliards de francs à fin 2004, contre 200 milliards un an auparavant. Cette progression s'explique exclusivement par l'extension du nombre des entreprises fournissant des données. En effet, les stocks d'investissements directs ont diminué selon l'ancien cercle des entreprises déclarantes.

A fin 2004, une part de 109 milliards de francs était investie dans les sociétés financières et holdings (98 milliards selon l'ancien cercle). Les entreprises du commerce et les banques se plaçaient aux deuxième et troisième rangs, avec des stocks d'investissements directs de respectivement 28 milliards et 27 milliards de francs. Dans le secteur de l'industrie, la branche ayant les stocks les plus élevés était la chimie (18 milliards de francs).

Les entreprises de l'UE (UE à 25) détenaient des stocks d'investissements directs en Suisse s'élevant à 125 milliards de francs, soit plus de la moitié du total. Les Pays-Bas étaient le pays de l'UE qui avait le plus investi en Suisse (48 milliards de francs). Cette forte part s'explique par le rôle de plaque tournante que les Pays-Bas jouent pour des investisseurs provenant d'autres régions. L'Allemagne détenait 18 milliards de francs en Suisse et occupait ainsi le deuxième rang des pays de l'UE. Les investissements de la France s'élevaient à 16 milliards de francs. Les Etats-Unis avaient des investissements en Suisse pour 89 milliards de francs, soit 40% du total des stocks de capitaux étrangers.

Graphique 5
Investissements directs en Suisse



Revenus de capitaux

Du fait de l'évolution favorable de leurs affaires, les implantations étrangères en Suisse ont dégagé des revenus en nette progression. Ces revenus ont atteint 19 milliards de francs (17 milliards selon l'ancien cercle), contre 14 milliards en 2003. Ils représentent 9% des stocks, à la valeur comptable, d'investissements directs (7% en 2003). Une part de 8 milliards de francs a été réinvestie en Suisse. Le solde, soit 11 milliards de francs, a été transféré aux sociétés mères à l'étranger. Les sociétés financières et holdings sont à l'origine de la moitié environ du total des revenus.

Effectif du personnel

Dans leurs implantations en Suisse, les entreprises étrangères occupaient 167 000 personnes à fin 2004. En un an, l'effectif s'est accru de 18 000 unités. Cette augmentation a toutefois découlé de l'extension du nombre des entreprises fournissant des données. A fin 2004 toujours, 75 000 personnes travaillaient dans l'industrie et 92 000 dans les services. Les implantations des pays de l'UE (UE à 25) employaient 130 000 personnes, soit plus des trois quarts du personnel travaillant pour des investisseurs directs étrangers en Suisse. Parmi les implantations des pays de l'UE, celles d'Allemagne et des Pays-Bas étaient les plus gros employeurs (39 000 collaborateurs pour les premières et 36 000 pour les secondes). Les investisseurs directs nord-américains occupaient 34 000 personnes en Suisse.

Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2

		2003	2004	Variation en % d'une année à l'autre
Importations de capitaux	en milliards de francs	22,2	0,9	-95,8
	dont selon l'ancien cercle	22,2	-5,4	.
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	200,4	221,7	10,7
	dont selon l'ancien cercle	200,4	192,6	-3,9
Revenus de capitaux	en milliards de francs	13,8	18,8	36,2
	dont selon l'ancien cercle	13,8	17,2	24,9
Effectif du personnel	en milliers	148,9	167,1	12,3
	dont selon l'ancien cercle	148,9	144,9	-2,7
Nombre d'entreprises ayant fourni des données		639	818	28,0

Encadré

Les investissements directs suisses en République populaire de Chine et en Inde

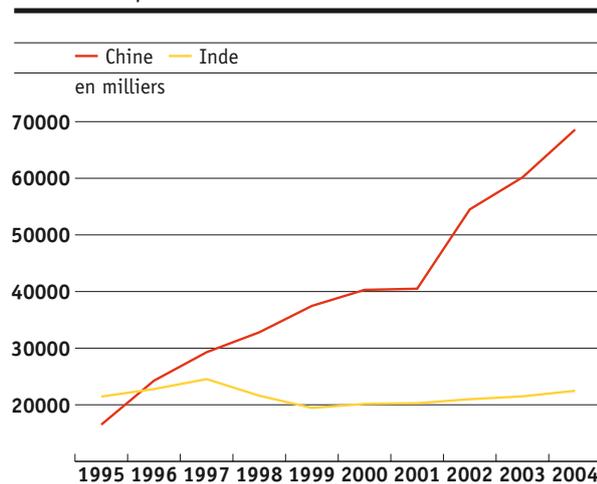
La Chine¹ et l'Inde sont deux pays qui, par leur taille et leur situation, font souvent l'objet de comparaisons lorsqu'il s'agit d'investissements directs. Pour les investisseurs directs suisses, ces deux pays présentent des points communs, mais aussi des différences.

Activités axées sur le facteur travail

Dans leurs implantations en Inde et en Chine, les investisseurs directs suisses occupent un personnel relativement abondant: pour chaque million de francs investi, on compte 31 travailleurs en Inde et 25 en Chine. En moyenne de tous les pays dans lesquels des investisseurs suisses ont des implantations, on obtient 4 emplois par million de francs investi. Ces chiffres montrent clairement que les entreprises suisses fabriquent en Chine et en Inde des produits exigeant une main-d'œuvre relativement abondante. Ces entreprises tirent avantage des bas salaires et de la souplesse de l'offre de travail, tout en limitant le risque financier.

Ces dernières années, les entreprises suisses ont fortement accru leurs effectifs en Chine (voir graphique 6). En Inde, le nombre des personnes occupées a diminué dans les années 1998 et 1999, puis a de nouveau progressé, mais sensiblement moins qu'en Chine. De tous les pays accueillant des implantations suisses, la Chine venait au sixième rang pour ce qui est des emplois (69 000 personnes) et l'Inde au vingtième rang (22 000).

Graphique 6
Effectif du personnel



¹ Sans Hong Kong ni Macao.

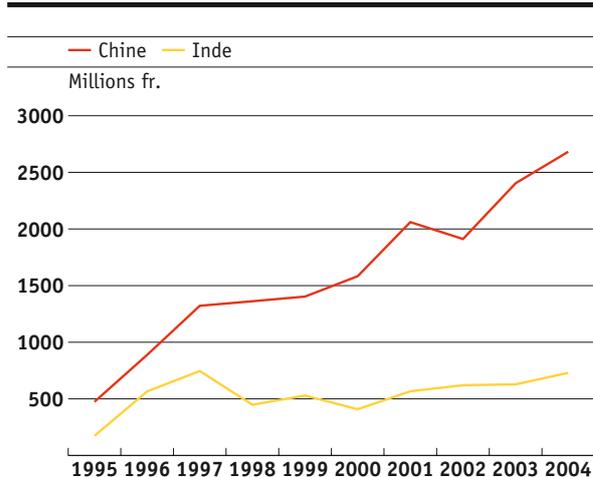
Evolution des stocks d'investissements directs en Chine et en Inde entre 1995 et 2004

Depuis le milieu des années nonante, les entreprises suisses ont fortement renforcé leurs investissements directs en Chine et en Inde (voir graphique 8). Entre 1995 et 2004, elles ont multiplié par six leurs stocks d'investissements directs en Chine et par quatre ceux qu'elles détiennent en Inde. En Chine, les stocks d'investissements directs ont progressé continuellement, une évolution qui reflète la tendance à l'ouverture du pays. En Inde, ils ont fléchi dans les années 1997 à 2000, puis augmenté au même rythme qu'en Chine. Entre 1995 et 2004, le total des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger a été approximativement multiplié par trois.

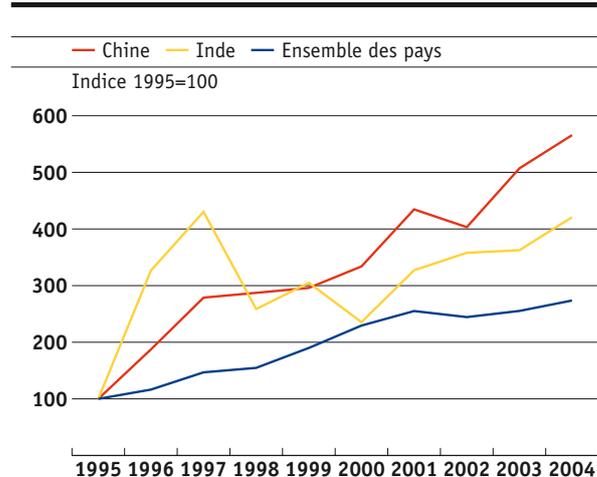
Par rapport au total des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, ces deux pays revêtent une importance relativement faible. A fin 2004, la Chine apparaissait au vingtième rang (environ 3 milliards de francs) et l'Inde au quarante-cinquième rang (environ 1 milliard). Ainsi, les entreprises suisses étaient présentes en Chine et en Inde à peu près autant que celles de pays comparables au nôtre, à savoir les Pays-Bas, la Suède ou le Danemark.

En Chine comme en Inde, plus de 80% des stocks d'investissements directs suisses sont détenus par des entreprises de l'industrie. De toutes les branches de ce secteur, la chimie est celle qui a le plus investi dans ces deux pays. Il est intéressant de noter que les entreprises des services détiennent les deux tiers de l'ensemble des investissements directs suisses à l'étranger.

Graphique 7
Stocks d'investissements directs



Graphique 8
Stocks d'investissements directs



Modifications apportées en 2004

Liste des pays pour la ventilation géographique des investissements directs

Dans la statistique des investissements directs, la liste des pays et les groupes de pays ont été actualisés.

Pour ce qui a trait à l'Europe, les groupes de pays ont été adaptés du fait de l'extension de l'UE le 1^{er} mai 2004.

La répartition entre pays industrialisés et pays en développement a été abandonnée, une actualisation n'étant pas possible en l'absence d'une base claire. En principe, la liste ne comprend plus que des groupes de pays reposant sur des critères géographiques. Des groupes de pays reposant sur des critères économiques ou politiques ont cependant été maintenus dans la mesure où ils revêtent une importance pour le commentaire. Il s'agit de l'UE et des centres financiers offshore d'Europe et d'Amérique centrale et du Sud. Des données pour d'autres groupes de pays peuvent être obtenues sur demande.

Depuis la dernière révision de la liste des pays (elle remonte à l'année 1993), certains pays ont gagné en importance pour les entreprises suisses et satisfont maintenant aux critères fixés pour figurer dans les tableaux publiés. Ils ont donc été ajoutés à la liste servant à la ventilation géographique des investissements directs suisses à l'étranger. Il s'agit de la Norvège (données depuis 2004), des Etats baltes, de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Ukraine, d'Israël, de la Tunisie, de la Bolivie, du Kenya, du Sri Lanka et du Bangladesh.

A l'inverse, d'autres pays ont perdu de leur importance et ne remplissent plus les critères requis. Ils ne figurent par conséquent plus séparément dans la ventilation géographique. Il s'agit du Liban, du côté des investissements directs suisses à l'étranger, et de la Turquie, du côté des investissements directs étrangers en Suisse.

Extension du cercle des participants à l'enquête sur les investissements directs

Pour obtenir des informations pertinentes sur les investissements directs, le cercle des entreprises appelées à fournir des données a fait l'objet d'un réexamen en 2004. Il a alors été étendu. Environ 250 entreprises ont été ajoutées, à fin 2004, au cercle des entreprises déclarantes.

Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre. Environ 1100 entreprises ou groupes participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ceux-ci représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur l'effectif de leur personnel en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le «good-will» ou survalueur (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Effectif du personnel

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. L'effectif est indiqué au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Dans le cas, par exemple, d'une entreprise sise en Suisse, comptant 1000 collaborateurs et étant pour 20% en mains françaises et pour 20% en mains allemandes, on attribuera 200 employés à la France et 200 à l'Allemagne.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on tient compte autant que possible du pays du bénéficiaire final («last beneficial owner»). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Dans les investissements directs étrangers en Suisse, la répartition est toujours faite en fonction du pays de l'investisseur immédiat.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital (y compris les crédits).

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

Définition des pays	
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Emirats arabes unis	Abou Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.
Définition des régions	
UE	UE à 15 pays jusqu'en 2003 et à 25 pays à partir de 2004. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, la Slovénie et Chypre depuis 2004.
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège (Vatican). Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République Centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

Tableaux

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.1	Répartition par pays des exportations de capitaux	Page 18
Tableau 1.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 20
Tableau 1.3	Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 22
Tableau 1.4	Exportations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 24
Tableau 1.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 24
Tableau 1.6	Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 25
Tableau 1.7	Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 26
Tableau 1.8	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 28

Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2.1	Répartition par pays des importations de capitaux	Page 29
Tableau 2.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 30
Tableau 2.3	Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 31
Tableau 2.4	Importations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 32
Tableau 2.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 32
Tableau 2.6	Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 33
Tableau 2.7	Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 34
Tableau 2.8	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 36

Explication des signes

r chiffres révisés

p chiffres provisoires

. donnée non connue, confidentielle, non pertinente,
plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante)

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays des exportations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.1

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
1. Europe	29 378	13 462	10 274	9 437	15 577
UE⁴, dont	23 537	11 698	7 841	6 524	15 825
Etats baltes ^{5,6}	.	.	.	.	-14
Belgique	4 429	-545	2 036	2 634	777
Danemark	-167	-29	69	485	199
Allemagne	-1 113	5 696	247	304	41
Finlande	263	99	-8	16	405
France	-933	-1 582	985	-1 873	3 220
Grèce	355	167	241	369	108
Irlande	1 303	-4 713	175	33	-489
Italie	-222	1 958	773	-1 877	121
Luxembourg	3 440	7 825	-2 557	4 352	-303
Pays-Bas	3 227	167	1 505	583	3 678
Autriche	100	399	455	595	899
Pologne ⁶	.	.	.	.	338
Portugal	1 594	270	75	-266	45
Suède	328	-165	3 002	401	739
Slovaquie ⁶	.	.	.	.	92
Espagne	97	1 382	480	27	467
République tchèque ⁶	.	.	.	.	388
Hongrie ⁶	.	.	.	.	-71
Royaume-Uni	10 836	769	363	741	5 413
Reste de l'Europe⁷, dont	5 842	1 763	2 433	2 912	-248
Etats baltes ^{5,8}	21	-4	79	7	.
Bulgarie	-21	2	1	37	29
Croatie	16	21	7	64	50
Norvège	.	.	.	.	-1 984
Pologne ⁸	586	209	-152	117	.
Roumanie	244	139	-45	86	108
Fédération de Russie	-7	684	148	-21	294
Slovaquie ⁸	13	9	52	-4	.
République tchèque ⁸	183	274	55	-496	.
Turquie	-242	-158	249	51	218
Ukraine	-22	28	39	69	180
Hongrie ⁸	77	172	28	132	.
Centres financiers offshore ⁹	5 709	-242	-246	2 855	819
2. Amérique du Nord	34 232	9 679	3 642	6 769	8 879
Canada	553	108	307	353	3 141
Etats-Unis	33 678	9 571	3 336	6 416	5 738
3. Amérique centrale et du Sud, dont	10 410	6 254	-1 162	3 753	2 986
Argentine	48	533	-542	345	59
Bolivie	0	6	8	10	3
Brésil	246	-808	-615	163	450
Chili	-27	-163	-8	-14	27
Costa Rica	-17	13	17	85	38

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Equateur	23	55	42	14	15
Guatemala	-97	-8	-8	13	1
Colombie	-109	-70	-214	-19	12
Mexique	910	941	184	-61	111
Pérou	57	36	-42	-61	99
Uruguay	299	90	152	33	80
Venezuela	127	176	-239	178	89
Centres financiers offshore ¹⁰	8 794	5 595	-440	3 943	1 839
4. Asie, dont	1 430	1 416	86	128	5 158
Bangladesh	2	6	0	0	19
Chine (Rép. pop.)	212	181	-64	-188	202
Hong Kong	-63	5	-363	101	-149
Inde	-43	139	76	140	165
Indonésie	-22	156	37	-32	2
Israël	189	45	-23	44	47
Japon	336	741	-481	-165	1 039
Corée (Sud)	184	162	26	6	23
Malaisie	-25	67	-34	209	-7
Pakistan	59	42	18	21	219
Philippines	313	98	-272	-62	-212
Arabie saoudite	-83	-6	7	-18	-19
Singapour	222	-519	1 050	-202	3 683
Sri Lanka	-7	-13	-2	-14	6
Taiwan	160	34	31	45	55
Thaïlande	46	206	167	180	112
Emirats arabes unis	85	55	-52	-22	10
Vietnam	-33	-19	-40	25	8
5. Afrique, dont	273	143	-489	-248	-372
Egypte	11	82	48	31	28
Côte d'Ivoire	-47	-6	-93	4	-16
Kenya	9	4	-1	-2	11
Maroc	-30	37	26	34	7
Nigéria	4	8	1	26	3
Afrique du Sud	18	54	-238	-243	-73
Tunisie	17	5	-10	-9	4
6. Océanie, dont	-276	-37	433	957	1 144
Australie	-267	-66	437	992	1 133
Nouvelle-Zélande	-3	22	-7	-54	9
Ensemble des pays	75 446	30 916	12 785	20 795	33 373

- 1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.
2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.
5 Estonie, Lettonie et Lituanie.
6 Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.
7 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.
8 Pays membres de l'UE depuis 2004.
9 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
10 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 1.2

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
1. Europe	192 979	207 866	206 713	214 277	229 693	51,2
UE³, dont	160 347	173 574	173 621	176 861	197 818	44,1
Etats baltes ^{4,5}	.	.	.	.	109	0,0
Belgique	11 364	10 823	11 843	13 732	14 906	3,3
Danemark	990	1 226	1 419	1 216	1 408	0,3
Allemagne	22 854	27 630	27 669	26 366	24 019	5,4
Finlande	1 885	2 197	2 015	1 783	2 007	0,4
France	18 795	17 495	20 155	20 273	22 590	5,0
Grèce	1 882	1 821	1 753	2 069	1 965	0,4
Irlande	12 329	10 255	6 418	6 674	6 039	1,3
Italie	7 911	8 828	10 039	8 855	9 961	2,2
Luxembourg	16 646	24 501	18 109	20 859	21 366	4,8
Pays-Bas	20 165	17 845	19 958	18 183	22 414	5,0
Autriche	4 669	4 782	4 658	5 653	4 646	1,0
Pologne ⁵	.	.	.	.	2 571	0,6
Portugal	1 930	1 821	2 032	1 700	1 946	0,4
Suède	1 835	5 090	4 861	2 917	1 798	0,4
Slovaquie ⁵	.	.	.	.	297	0,1
Espagne	4 818	6 408	7 771	8 824	8 178	1,8
République tchèque ⁵	.	.	.	.	2 080	0,5
Hongrie ⁵	.	.	.	.	1 045	0,2
Royaume-Uni	32 274	32 852	34 921	37 756	46 753	10,4
Reste de l'Europe⁶, dont	32 632	34 293	33 093	37 416	31 876	7,1
Etats baltes ^{4,7}	97	110	127	150	.	.
Bulgarie	64	58	44	89	121	0,0
Croatie	217	241	157	208	228	0,1
Norvège	.	.	.	.	1 954	0,4
Pologne ⁷	2 167	2 469	2 296	1 964	.	.
Roumanie	144	269	273	351	410	0,1
Fédération de Russie	733	1 518	1 294	1 607	2 194	0,5
Slovaquie ⁷	147	166	180	172	.	.
République tchèque ⁷	1 779	1 952	2 011	1 564	.	.
Turquie	1 050	1 010	1 042	1 129	1 408	0,3
Ukraine	109	134	168	242	418	0,1
Hongrie ⁷	999	1 228	660	790	.	.
Centres financiers offshore ⁸	20 379	19 488	19 020	23 737	24 790	5,5
2. Amérique du Nord	95 975	104 678	82 108	83 334	85 662	19,1
Canada	5 284	4 077	2 848	2 952	1 074	0,2
Etats-Unis	90 691	100 601	79 260	80 382	84 588	18,9
3. Amérique centrale et du Sud, dont	48 876	64 039	65 778	74 083	85 561	19,1
Argentine	1 782	1 701	654	1 372	1 429	0,3
Bolivie	31	46	59	59	51	0,0
Brésil	5 707	5 636	3 717	3 858	4 317	1,0
Chili	790	831	436	579	793	0,2
Costa Rica	130	158	217	402	-70	0,0

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Equateur	441	439	453	405	355	0,1
Guatemala	88	80	133	152	144	0,0
Colombie	1 092	1 151	1 245	801	810	0,2
Mexique	4 377	5 033	4 198	3 836	3 109	0,7
Pérou	310	291	262	224	328	0,1
Uruguay	421	414	586	378	102	0,0
Venezuela	1 116	1 163	664	849	891	0,2
Centres financiers offshore ⁹	31 778	45 584	48 539	54 999	67 327	15,0
4. Asie, dont	30 305	33 321	37 080	32 374	34 745	7,7
Bangladesh	45	46	14	35	50	0,0
Chine (Rép. pop.)	1 583	2 061	1 911	2 404	2 682	0,6
Hong Kong	2 683	3 628	3 691	3 942	2 980	0,7
Inde	408	567	620	628	729	0,2
Indonésie	511	627	909	791	739	0,2
Israël	706	740	662	209	740	0,2
Japon	4 702	4 271	7 261	7 239	7 722	1,7
Corée (Sud)	1 050	1 204	1 414	1 532	1 626	0,4
Malaisie	1 432	1 399	1 163	1 347	1 334	0,3
Pakistan	211	236	260	296	567	0,1
Philippines	1 677	1 999	2 044	1 747	1 667	0,4
Arabie saoudite	326	224	188	243	212	0,0
Singapour	12 298	13 055	14 410	9 045	11 013	2,5
Sri Lanka	76	64	10	-21	-16	0,0
Taiwan	852	901	732	736	771	0,2
Thaïlande	832	1 322	955	1 088	1 037	0,2
Emirats arabes unis	213	327	421	626	508	0,1
Vietnam	112	159	47	86	-1	0,0
5. Afrique, dont	4 560	4 403	3 496	3 305	2 586	0,6
Egypte	605	602	413	338	351	0,1
Côte d'Ivoire	113	117	61	94	157	0,0
Kenya	55	57	58	96	105	0,0
Maroc	294	288	210	263	290	0,1
Nigéria	15	31	27	41	35	0,0
Afrique du Sud	1 318	1 246	1 252	1 156	1 393	0,3
Tunisie	45	37	24	20	29	0,0
6. Océanie, dont	3 277	3 782	5 531	11 191	10 367	2,3
Australie	3 154	3 484	5 264	10 307	9 494	2,1
Nouvelle-Zélande	93	259	228	38	15	0,0
Ensemble des pays	375 972	418 090	400 706	418 563	448 614	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Estonie, Lettonie et Lituanie.

5 Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.

6 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

7 Pays membres de l'UE depuis 2004.

8 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

9 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.3

Répartition par pays de l'effectif du personnel à l'étranger^{1,2} à la fin de l'année

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
1. Europe	919 822	879 651	953 076	910 654	940 869	50,3
UE³, dont	811 080	768 126	801 513	758 999	851 440	45,5
Etats baltes ^{4,5}	.	.	.	.	2 005	0,1
Belgique	30 431	23 107	23 538	22 853	22 619	1,2
Danemark	10 439	14 766	14 200	11 687	12 801	0,7
Allemagne	254 010	215 655	225 575	218 267	214 590	11,5
Finlande	14 844	15 668	15 891	12 001	12 609	0,7
France	134 392	137 373	149 648	158 648	159 999	8,6
Grèce	9 108	8 844	9 271	9 852	9 979	0,5
Irlande	4 807	6 075	5 359	5 158	6 449	0,3
Italie	62 650	64 568	63 895	62 295	66 165	3,5
Luxembourg	2 529	2 379	2 499	2 584	3 017	0,2
Pays-Bas	30 594	27 860	34 381	35 480	37 548	2,0
Autriche	35 668	34 870	34 716	34 454	34 689	1,9
Pologne ⁵	.	.	.	.	22 361	1,2
Portugal	9 959	10 235	9 860	9 447	9 754	0,5
Suède	29 596	28 292	27 086	21 305	21 290	1,1
Slovaquie ⁵	.	.	.	.	7 855	0,4
Espagne	56 676	58 830	59 500	49 183	51 461	2,8
République tchèque ⁵	.	.	.	.	24 424	1,3
Hongrie ⁵	.	.	.	.	20 242	1,1
Royaume-Uni	125 379	119 606	126 093	105 788	103 679	5,5
Reste de l'Europe⁶, dont	108 742	111 525	151 563	151 655	89 429	4,8
Etats baltes ^{4,7}	1 542	1 862	2 094	1 891	.	.
Bulgarie	3 362	2 625	3 055	3 648	4 151	0,2
Croatie	2 870	3 237	3 035	3 343	3 541	0,2
Norvège	.	.	.	.	8 000	0,4
Pologne ⁷	22 875	19 944	21 209	20 946	.	.
Roumanie	1 994	5 268	9 121	8 376	9 559	0,5
Fédération de Russie	10 889	12 311	37 616	41 182	41 126	2,2
Slovaquie ⁷	3 653	3 393	4 183	4 072	.	.
République tchèque ⁷	18 023	19 148	20 390	20 886	.	.
Turquie	9 824	9 266	9 791	8 930	9 829	0,5
Ukraine	5 452	5 831	5 510	6 713	8 079	0,4
Hongrie ⁷	11 483	11 735	12 882	12 158	.	.
Centres financiers offshore ⁸	1 251	964	1 369	1 476	1 600	0,1
2. Amérique du Nord	341 894	339 827	335 872	327 624	327 727	17,5
Canada	34 823	28 859	29 656	30 818	29 685	1,6
Etats-Unis	307 071	310 968	306 217	296 806	298 042	15,9
3. Amérique centrale et du Sud, dont	162 192	161 776	160 243	180 203	196 938	10,5
Argentine	13 358	12 406	12 883	13 928	14 715	0,8
Bolivie	256	291	329	196	221	0,0
Brésil	72 939	70 019	70 698	87 062	91 864	4,9
Chili	9 588	9 366	8 800	13 420	13 969	0,7
Costa Rica	2 313	2 361	2 200	2 052	2 450	0,1

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Equateur	3 316	3 842	4 118	4 290	4 215	0,2
Guatemala	1 627	1 438	1 613	1 532	2 265	0,1
Colombie	8 440	9 129	7 661	7 799	7 969	0,4
Mexique	27 538	26 453	26 300	26 300	30 336	1,6
Pérou	3 676	4 118	4 680	4 821	5 451	0,3
Uruguay	934	924	872	557	714	0,0
Venezuela	7 782	8 869	8 111	8 045	8 930	0,5
Centres financiers offshore ⁹	5 674	7 566	6 666	6 212	7 268	0,4
4. Asie, dont	245 481	250 249	281 397	283 620	295 746	15,8
Bangladesh	872	1 029	1 381	1 769	1 733	0,1
Chine (Rép. pop.)	40 291	40 496	54 514	60 164	68 587	3,7
Hong Kong	15 276	14 901	16 553	16 770	16 790	0,9
Inde	20 146	20 274	20 979	21 481	22 469	1,2
Indonésie	11 375	10 834	13 444	12 884	12 912	0,7
Israël	5 380	5 160	5 179	4 955	5 457	0,3
Japon	28 112	29 344	35 734	35 134	36 295	1,9
Corée (Sud)	5 394	5 327	6 227	6 601	6 981	0,4
Malaisie	18 974	18 587	21 011	20 017	20 127	1,1
Pakistan	4 853	5 159	5 271	5 587	6 826	0,4
Philippines	12 579	13 027	13 297	12 204	12 573	0,7
Arabie saoudite	2 658	3 490	3 751	3 584	3 485	0,2
Singapour	20 348	18 898	21 018	16 679	16 018	0,9
Sri Lanka	2 513	2 805	2 390	1 701	1 667	0,1
Taiwan	9 968	10 520	10 197	11 070	9 997	0,5
Thaïlande	34 270	36 962	36 137	36 499	36 345	1,9
Emirats arabes unis	1 123	1 301	1 885	2 576	2 576	0,1
Vietnam	5 189	5 678	6 159	7 408	7 800	0,4
5. Afrique, dont	63 333	63 736	71 198	74 204	69 377	3,7
Egypte	8 450	8 290	8 027	7 762	8 570	0,5
Côte d'Ivoire	2 906	2 424	2 263	2 224	2 145	0,1
Kenya	1 670	1 643	1 092	1 193	1 245	0,1
Maroc	3 467	3 201	3 310	3 263	3 263	0,2
Nigéria	6 763	3 938	6 349	6 419	5 843	0,3
Afrique du Sud	19 695	21 311	25 909	28 074	29 478	1,6
Tunisie	1 404	1 424	1 801	1 865	2 395	0,1
6. Océanie, dont	30 300	29 981	30 887	32 633	38 641	2,1
Australie	26 709	24 986	26 470	28 213	33 742	1,8
Nouvelle-Zélande	3 355	4 285	3 706	3 630	4 062	0,2
Ensemble des pays	1 763 022	1 725 220	1 832 673	1 808 938	1 869 298	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Estonie, Lettonie et Lituanie.

5 Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.

6 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

7 Pays membres de l'UE depuis 2004.

8 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

9 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Exportations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

Tableau 1.4

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Industrie	23 726	11 393	12 502	6 425	21 592
Textile et habillement ³	-90	-279	157	813	-26
Chimie et plastique	17 695	1 499	2 939	3 238	12 155
Métallurgie et machines	173	4 797	-343	1 433	1 917
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 395	1 788	681	-3 247	807
Autres industries et bâtiment	3 555	3 588	9 067	4 189	6 740
Services	51 720	19 523	283	14 369	11 780
Commerce	-656	1 080	388	-617	1 464
Sociétés financières et holdings	4 813	8 694	2 635	7 359	2 795
dont en mains suisses ⁴	4 556	6 810	-1 901	2 663	963
dont en mains étrangères ⁵	258	1 885	4 536	4 696	1 831
Banques	31 059	-794	437	6 176	3 023
Assurances	14 042	7 493	-573	1 414	3 815
Transports et communications	196	1 521	-1 383	-540	-89
Autres services	2 266	1 528	-1 220	576	773
Total	75 446	30 916	12 785	20 795	33 373
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁵	75 188	29 032	8 249	16 098	31 541

- 1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
- 2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
- 3 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
- 4 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.
- 5 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹ en millions de francs

Tableau 1.5

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Industrie	125 393	129 068	135 838	142 762	159 119	35,5
Textile et habillement ²	2 093	1 451	1 404	9 443	9 864	2,2
Chimie et plastique	56 178	59 630	62 073	62 647	73 142	16,3
Métallurgie et machines	17 894	20 872	20 788	20 373	21 373	4,8
Electronique, énergie, optique et horlogerie	15 942	14 050	15 454	12 397	12 351	2,8
Autres industries et bâtiment	33 286	33 065	36 119	37 903	42 389	9,4
Services	250 579	289 022	264 868	275 801	289 495	64,5
Commerce	11 790	12 358	12 690	10 819	13 793	3,1
Sociétés financières et holdings	90 432	104 805	111 813	115 785	120 601	26,9
dont en mains suisses ³	30 369	33 857	34 713	25 849	30 217	6,7
dont en mains étrangères ⁴	60 063	70 948	77 099	89 936	90 384	20,1
Banques	48 293	48 478	48 268	52 857	55 072	12,3
Assurances	85 914	104 511	78 754	82 826	86 585	19,3
Transports et communications	3 571	8 118	4 168	3 847	3 137	0,7
Autres services	10 580	10 753	9 176	9 669	10 307	2,3
Total	375 972	418 090	400 706	418 563	448 614	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁴	315 909	347 142	323 607	328 627	358 230	79,9

- 1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
- 2 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
- 3 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.
- 4 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Effectif du personnel à l'étranger à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹

Tableau 1.6

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Industrie	993 244	1 001 153	1 044 942	1 046 638	1 034 240	55,3
Textile et habillement ²	53 592	49 033	50 745	93 098	88 557	4,7
Chimie et plastique	236 454	217 904	255 491	254 291	253 320	13,6
Métallurgie et machines	178 548	194 307	184 344	190 704	193 543	10,4
Electronique, énergie, optique et horlogerie	238 455	239 692	225 663	182 873	177 341	9,5
Autres industries et bâtiment	286 196	300 217	328 700	325 672	321 480	17,2
Services	769 778	724 067	787 731	762 300	835 058	44,7
Commerce	66 415	80 583	110 468	118 004	138 508	7,4
Sociétés financières et holdings	366 942	286 633	323 831	315 086	354 963	19,0
dont en mains suisses ³	61 705	43 033	51 737	40 019	50 873	2,7
dont en mains étrangères ⁴	305 237	243 600	272 093	275 068	304 090	16,3
Banques	75 583	77 227	76 761	71 580	75 904	4,1
Assurances	109 158	114 233	113 724	89 951	85 283	4,6
Transports et communications	40 894	55 532	54 218	59 471	63 603	3,4
Autres services	110 786	109 859	108 729	108 208	116 796	6,2
Total	1 763 022	1 725 220	1 832 673	1 808 938	1 869 298	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁴	1 457 785	1 481 620	1 560 580	1 533 870	1 565 207	83,7

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

4 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.7

Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Capital social					
1. Europe	22 921	5 266	7 203	142	4 747
UE ⁴	17 828	5 544	5 625	-1 975	5 519
Reste de l'Europe ⁵	5 093	-278	1 579	2 116	-772
2. Amérique du Nord	25 383	10 598	14 284	7 811	5 514
3. Amérique centrale et du Sud, dont	6 327	5 920	2 546	-1 017	1 106
Centres financiers offshore ⁶	5 872	6 201	2 303	-660	400
4. Asie	1 511	99	500	-1 462	49
5. Afrique	-1	147	-11	-14	-37
6. Océanie	-128	-35	61	121	34
Ensemble des pays	56 012	21 995	24 584	5 581	11 412

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	7 345	6 007	5 172	6 643	9 225
UE ⁴	5 437	5 283	4 864	7 089	8 298
Reste de l'Europe ⁵	1 908	723	308	-447	927
2. Amérique du Nord	4 448	-3 311	-8 800	772	1 535
3. Amérique centrale et du Sud, dont	4 158	632	-4 495	4 497	4 449
Centres financiers offshore ⁶	2 982	-12	-3 932	3 861	3 855
4. Asie	771	598	-154	3 101	5 313
5. Afrique	356	-194	-201	-34	39
6. Océanie	-241	401	338	1 142	1 308
Ensemble des pays	16 837	4 132	-8 140	16 121	21 870

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Crédits					
1. Europe	-888	2 189	-2 101	2 652	1 605
UE ⁴	272	871	-2 648	1 410	2 008
Reste de l'Europe ⁵	-1 160	1 318	546	1 243	-403
2. Amérique du Nord	4 401	2 392	-1 841	-1 813	1 830
3. Amérique centrale et du Sud, dont	-75	-298	787	273	-2 569
Centres financiers offshore ⁶	-60	-595	1 189	741	-2 416
4. Asie	-852	719	-261	-1 511	-205
5. Afrique	-82	190	-277	-200	-374
6. Océanie	93	-403	34	-307	-197
Ensemble des pays	2 596	4 789	-3 658	-906	91

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Total					
1. Europe	29 378	13 461	10 274	9 437	15 577
UE ⁴	23 536	11 698	7 841	6 525	15 825
Reste de l'Europe ⁵	5 842	1 763	2 433	2 912	-248
2. Amérique du Nord	34 232	9 679	3 643	6 769	8 879
3. Amérique centrale et du Sud, dont	10 410	6 254	-1 162	3 753	2 986
Centres financiers offshore ⁶	8 794	5 594	-440	3 943	1 839
4. Asie	1 430	1 416	86	128	5 158
5. Afrique	273	143	-489	-249	-372
6. Océanie	-276	-37	433	957	1 144
Ensemble des pays	75 446	30 916	12 785	20 795	33 372

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

6 Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.8

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Industrie	21 533	15 909	12 337	17 333	21 049
Textile et habillement ⁴	-77	-15	114	684	618
Chimie et plastique	12 298	4 628	3 015	9 165	10 169
Métallurgie et machines	1 317	1 692	1 394	1 366	2 874
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 484	3 279	3 793	-40	-32
Autres industries et bâtiment	5 510	6 326	4 020	6 159	7 421
Services	23 157	15 495	7 581	26 244	28 597
Commerce	497	1 169	2 201	1 743	970
Sociétés financières et holdings	7 208	10 993	11 258	13 524	15 392
dont en mains suisses ⁵	300	4 619	2 865	1 205	1 773
dont en mains étrangères ⁶	6 908	6 373	8 393	12 319	13 619
Banques	5 593	-230	-5 021	3 581	6 435
Assurances	9 129	3 722	678	7 064	4 532
Transports et communications	-711	220	-1 009	119	335
Autres services	1 442	-378	-526	212	933
Total	44 690	31 405	19 917	43 577	49 647
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁶	37 782	25 031	11 525	31 258	36 028

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

5 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

6 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays des importations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.1

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
1. Europe	12 992	11 419	7 190	14 159	-3 846
UE⁴, dont	12 939	11 385	7 976	14 125	-3 956
Belgique	226	169	-266	4 807	320
Danemark	873	1 840	-108	-33	136
Allemagne	4 022	-1 425	-321	-21	-317
France	587	944	2 685	939	694
Italie	1 954	299	410	-96	-2 143
Luxembourg	2 852	791	306	314	1 193
Pays-Bas	538	7 505	297	6 025	-2 731
Autriche	266	23	105	-9	632
Suède	62	-48	189	244	-25
Espagne	102	50	34	29	122
Royaume-Uni	1 330	1 211	4 726	1 765	-1 716
Reste de l'Europe⁵	53	34	-786	34	110
2. Amérique du Nord	18 443	2 869	3 075	7 213	6 736
Canada	7 832	-454	193	290	-175
Etats-Unis	10 611	3 323	2 883	6 923	6 911
3. Amérique centrale et du Sud, dont	616	119	32	932	-1 430
Centres financiers offshore ⁶	311	137	43	941	-1 966
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	468	538	-515	-79	-529
Israël	-8	14	-310	26	33
Japon	-37	278	-291	-263	-229
Ensemble des pays	32 519	14 945	9 783	22 224	932

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

6 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 2.2

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
1. Europe	84 709	90 864	100 479	114 007	126 624	57,1
UE³, dont	84 274	89 721	99 680	112 101	124 607	56,2
Belgique	1 469	1 052	663	5 535	5 899	2,7
Danemark	1 941	5 372	5 285	5 854	7 871	3,6
Allemagne	20 212	15 976	15 696	16 327	17 833	8,0
France	13 524	11 364	14 145	13 797	16 011	7,2
Italie	7 014	5 875	6 514	6 391	4 199	1,9
Luxembourg	4 914	7 048	10 851	9 214	7 921	3,6
Pays-Bas	28 445	35 766	35 752	41 637	48 137	21,7
Autriche	682	780	859	891	2 057	0,9
Suède	531	416	1 204	1 514	2 458	1,1
Espagne	257	524	586	630	830	0,4
Royaume-Uni	4 825	5 161	7 820	9 755	10 762	4,9
Reste de l'Europe⁴	435	1 142	798	1 906	2 017	0,9
2. Amérique du Nord	52 171	53 193	67 544	81 825	91 297	41,2
Canada	2 265	1 788	1 813	1 758	1 967	0,9
Etats-Unis	49 906	51 405	65 731	80 067	89 330	40,3
3. Amérique centrale et du Sud, dont	1 432	1 577	1 926	1 953	1 390	0,6
Centres financiers offshore ⁵	1 099	1 261	1 622	1 649	27	0,0
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	3 743	3 254	3 137	2 572	2 402	1,1
Israël	711	764	469	487	509	0,2
Japon	1 424	1 637	1 346	1 102	1 081	0,5
Ensemble des pays	142 055	148 887	173 085	200 357	221 713	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

5 Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année^{1,2}

Tableau 2.3

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
1. Europe	92 694	103 530	110 381	115 612	130 165	77,9
UE³, dont	92 470	103 331	110 009	115 127	129 587	77,5
Belgique	2 126	1 960	1 464	970	1 749	1,0
Danemark	6 404	6 031	5 989	6 092	5 914	3,5
Allemagne	33 334	36 078	33 409	31 737	38 683	23,1
France	7 564	8 280	7 724	8 172	12 844	7,7
Italie	3 057	2 368	2 725	4 225	4 631	2,8
Luxembourg	9 213	9 413	15 894	15 464	12 760	7,6
Pays-Bas	18 225	26 463	30 305	34 004	36 232	21,7
Autriche	1 114	1 653	1 775	1 558	2 151	1,3
Suède	1 789	2 383	2 503	2 811	2 985	1,8
Espagne	144	453	546	541	595	0,4
Royaume-Uni	7 239	6 109	5 614	7 483	8 311	5,0
Reste de l'Europe⁴	224	200	373	486	578	0,3
2. Amérique du Nord	31 609	31 920	31 231	30 460	33 888	20,3
Canada	3 344	3 794	3 366	3 482	3 863	2,3
Etats-Unis	28 265	28 126	27 865	26 978	30 024	18,0
3. Amérique centrale et du Sud, dont	1 168	1 179	1 079	1 339	1 571	0,9
Centres financiers offshore ⁵	1 095	1 113	1 013	1 259	1 520	0,9
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	2 279	1 188	1 149	1 468	1 497	0,9
Israël	441	481	244	248	255	0,2
Japon	302	216	164	124	110	0,1
Ensemble des pays	127 749	137 816	143 840	148 879	167 120	100,0

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

5 Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Importations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

Tableau 2.4

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Industrie	16 380	-1 725	672	6 650	3 207
Chimie et plastique	3 119	278	205	2 522	2 574
Métallurgie et machines	7 992	-39	165	1 797	178
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 239	-2 435	264	1 953	779
Autres industries et bâtiment	2 030	472	38	378	-325
Services	16 139	16 670	9 111	15 575	-2 275
Commerce	2 231	572	1 624	4 409	547
Sociétés financières et holdings	5 156	5 513	8 090	9 012	3 847
Banques	2 626	2 545	502	733	193
Assurances	1 917	1 721	-1 461	467	-98
Transports et communications	3 552	6 177	-57	807	-245
Autres services	656	142	413	146	1 175
Total	32 519	14 945	9 783	22 224	932

- 1 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).
 2 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹ en millions de francs

Tableau 2.5

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Industrie	25 117	25 350	27 276	36 243	39 975	18,0
Chimie et plastique	7 447	10 307	10 925	15 432	18 370	8,3
Métallurgie et machines	3 446	3 427	3 727	4 854	5 385	2,4
Electronique, énergie, optique et horlogerie	9 301	7 061	8 135	9 875	9 987	4,5
Autres industries et bâtiment	4 923	4 556	4 490	6 082	6 232	2,8
Services	116 938	123 537	145 809	164 114	181 738	82,0
Commerce	19 939	19 125	19 495	21 340	28 341	12,8
Sociétés financières et holdings	63 536	68 743	89 960	102 312	108 528	48,9
Banques	21 337	23 039	24 541	26 536	27 273	12,3
Assurances	5 528	4 375	3 498	4 022	5 523	2,5
Transports et communications	3 732	5 516	4 526	5 822	5 729	2,6
Autres services	2 866	2 740	3 790	4 082	6 345	2,9
Total	142 055	148 887	173 085	200 357	221 713	100,0

- 1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p	Part en %
Industrie	53 781	55 628	57 867	64 819	74 998	44,9
Chimie et plastique	7 484	8 468	10 509	11 180	14 303	8,6
Métallurgie et machines	12 470	11 774	12 022	18 996	20 835	12,5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	19 153	20 161	19 213	18 700	22 399	13,4
Autres industries et bâtiment	14 673	15 226	16 123	15 943	17 461	10,4
Services	73 968	82 188	85 972	84 061	92 122	55,1
Commerce	17 334	19 564	20 270	20 351	25 780	15,4
Sociétés financières et holdings	11 183	11 996	10 375	10 987	13 526	8,1
Banques	16 430	17 017	17 098	16 891	17 765	10,6
Assurances	4 596	7 075	7 454	5 071	4 502	2,7
Transports et communications	10 975	12 466	15 986	16 276	12 521	7,5
Autres services	13 450	14 072	14 789	14 484	18 028	10,8
Total	127 749	137 816	143 840	148 879	167 120	100,0

1 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse Tableau 2.7
Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Capital social					
1. Europe	7 442	12 026	5 108	8 912	-4 307
UE ⁴	7 424	11 951	4 955	8 910	-4 230
Reste de l'Europe ⁵	18	75	154	2	-77
2. Amérique du Nord	11 544	3 672	-533	1 975	1 449
3. Amérique centrale et du Sud	522	113	-55	799	77
4. Asie, Afrique et Océanie	375	-13	-568	-23	-480
Ensemble des pays	19 883	15 799	3 952	11 663	-3 261

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	5 027	-581	-1 509	615	3 510
UE ⁴	4 992	-540	-491	569	3 325
Reste de l'Europe ⁵	36	-41	-1 018	46	185
2. Amérique du Nord	5 843	1 537	3 770	3 146	3 977
3. Amérique centrale et du Sud	132	10	98	63	109
4. Asie, Afrique et Océanie	-17	-1	34	-29	39
Ensemble des pays	10 985	966	2 393	3 795	7 635

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Crédits					
1. Europe	523	-27	3 592	4 632	-3 049
UE ⁴	523	-27	3 513	4 646	-3 051
Reste de l'Europe ⁵	0	0	78	-14	2
2. Amérique du Nord	1 056	-2 340	-162	2 093	1 310
3. Amérique centrale et du Sud	-37	-4	-10	69	-1 615
4. Asie, Afrique et Océanie	110	551	19	-28	-87
Ensemble des pays	1 651	-1 820	3 438	6 766	-3 442

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Total					
1. Europe	12 992	11 419	7 190	14 159	-3 846
UE ⁴	12 939	11 385	7 977	14 125	-3 956
Reste de l'Europe ⁵	53	34	-786	34	110
2. Amérique du Nord	18 443	2 869	3 075	7 213	6 736
3. Amérique centrale et du Sud	616	119	32	932	-1 430
4. Asie, Afrique et Océanie	468	538	-515	-79	-529
Ensemble des pays	32 519	14 945	9 783	22 224	932

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

Investissements directs étrangers en Suisse
Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.8

	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^r	2004 ^p
Industrie	4 828	-856	1 665	3 000	3 915
Chimie et plastique	1 112	783	485	575	2 417
Métallurgie et machines	302	355	296	1 413	286
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 782	-2 219	634	560	944
Autres industries et bâtiment	632	225	251	452	269
Services	13 198	14 041	7 968	10 778	14 851
Commerce	3 039	924	356	959	2 564
Sociétés financières et holdings	7 204	11 575	7 240	7 494	9 162
Banques	2 592	1 623	1 538	1 601	2 138
Assurances	205	233	-1 116	288	-53
Transports et communications	-1 164	-506	-348	387	670
Autres services	1 322	193	299	50	370
Total	18 026	13 185	9 634	13 779	18 766

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Trois autres publications de la BNS contiennent des données sur les investissements directs. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous la rubrique «Publications».

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre; des données annuelles récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs et par pays, y sont publiées.

Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet), tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par secteurs. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements: bop@snb.ch